



# FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : [contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr) - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>



## COMpte RENDU DE LA JOURNEE SRIAS DU 22 NOVEMBRE 2016

La FGF-FO a organisé, dans ses locaux du 46 rue des Petites Ecuries, une rencontre des camarades qui militent au sein de l'Action Sociale Interministérielle (ASI) en région, dans les SRIAS.

Cette journée avait pour vocation, d'une part de permettre aux nouveaux arrivants en CIAS ou en SRIAS de faire connaissance, et d'autre part d'évoquer les problématiques de l'ASI et ses implications locales, notamment au regard de la fusion imposée par la réforme territoriale.

Une cinquantaine de camarades ont participé à ces débats, preuve s'il en fallait, de l'intérêt et de la motivation de nos représentants FO en SRIAS.

L'ouverture de cette journée a été faite par le secrétaire général de la FGF-FO, Christian Grolier, qui a évoqué les difficultés de l'Action Sociale à travers les différentes réformes et réorganisations que subissent les agents depuis quelques années : Loi NOTRe, MAPTAM, RIFSEEP, PPCR.

Il a ainsi évoqué notamment les pouvoirs et rôle renforcés des préfets de région (plusieurs décrets) et le futur texte, présenté récemment au Conseil Supérieur de la Fonction Publique, sur la future « DRH de l'Etat » que serait demain l'actuelle DGAFP.

Il a également rappelé le danger d'une « mutualisation-fusion » de l'action sociale ministérielle et interministérielle qui aboutirait, n'en doutons pas, à des prestations nivelées vers le bas, comme c'est régulièrement le cas dès lors qu'il est question d'harmonisation dans la Fonction Publique...

Il a enfin abordé le sujet des désignations dans les futures SRIAS qui verront la réduction du nombre de camarades de chaque organisation syndicale puisque, malgré des demandes conjointes et répétées, la DGAFP n'a jamais voulu laisser les SRIAS en l'état jusqu'aux prochaines élections de 2018 et a choisi de fusionner ces instances sans se soucier des difficultés que cela allait fatalement engendrer tant pour les camarades qui y siègent que pour les agents qui sont sensés en bénéficier. Cette situation va donc limiter le nombre de désignations possibles et nous amener à ne pas renouveler certains camarades dans leurs fonctions.

Il était essentiel que les critères de « choix » soient clairement identifiés de sorte que personne ne puisse se sentir lésé ou laissé pour compte. Il a donc été décidé de privilégier, le dialogue au sein de chaque SRIAS sur la base des critères de la FGF-FO, à savoir :

- Le volontariat
- Le fait d'avoir été titulaire et assidu pendant le mandat
- La capacité à assurer la mandature jusqu'en 2018
- L'équilibre entre les régions

En cas de besoin, le secrétariat de la FGF-FO prendra ses responsabilités et fera les désignations sur ses bases.

Nathalie Demont, nouvellement en charge à la FGF-FO de la partie Action Sociale, a ensuite présenté l'ordre du jour et posé les principes d'une nouvelle forme de communication, à la fois plus régulière et plus systématique, entre les membres du CIAS, ceux des SRIAS mais aussi les sections FGF-FO. La nécessité d'une dynamique entretenue est évidente dans une actualité qui pourrait mettre à mal la motivation et la bonne volonté des camarades en charge du sujet. L'accent a été mis sur l'importance de la cohésion, du travail en équipe et sur le respect du mandat revendicatif, même dans un cadre aussi consensuel que celui de l'Action Sociale.

Une brève présentation de l'équipe partiellement renouvelée du Comité Interministériel d'Action Sociale (à savoir Sylviane JOURDIN, Romain BOCCARA, Abdel NAHASS et Nathalie DEMONT, présents ce jour ainsi que Luc DECARRIERE et Patrick BRILLET, empêchés) a été suivie par l'intervention d'Emmanuelle TISSOT, déléguée par l'ANCV (chèque-vacances) pour exposer les possibilités liées à cette forme d'épargne et répondre aux questions des camarades sur le sujet.

Après le repas, pris en commun sur place, les camarades ont pu poser des questions, exposer leurs difficultés éventuelles, échanger sur les différentes pratiques et surtout évoquer leur vision de l'avenir de l'Action Sociale et la place que la FGF-FO doit y jouer. Il a été particulièrement question des thématiques « berceaux » et logement d'urgence. La DGAFP mettant en place un groupe de travail sur les crèches, un certain nombre de réponses devrait pouvoir être apportées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

Sur le logement, plusieurs projets sont en train d'être portés dans différentes régions (IDF notamment) et nous en suivrons attentivement la progression pour prévoir éventuellement une extension à d'autres régions.

Outre les thèmes directement liés aux sujets « Action Sociale », il a également été demandé, par de nombreux camarades, la mise en place d'un groupe de travail sur les critères pris en compte pour les attributions des différentes prestations. Ce groupe de travail sera donc convoqué dans les meilleurs délais.

Un autre sujet a été abordé qui semble essentiel : la communication en règle générale, notamment dans la perspective du Congrès à venir, mais aussi afin de faire connaître l'activité des SRIAS. Bien communiquer permettra de faire en sorte que plus d'agents bénéficient des prestations et ouvrira probablement la voie à d'autres pour venir militer.

Il a été relevé également la difficulté de communiquer vers les agents retraités et il serait judicieux de s'en préoccuper.

Les débats ont été très constructifs et révélateurs de la mobilisation des camarades dans l'Action Sociale qui ne doit pas être, a souligné un de nos camarades, « la répartition de la pénurie », formule qui prend, hélas, tout son sens en ces périodes d'austérité !

Pour conclure, Nathalie Demont a réaffirmé que la FGF-FO avait à cœur de coordonner le mieux possible l'équipe de l'Action Sociale (SRIAS-CIAS).

Elle a remercié les participants pour leur venue et leur implication et a rappelé la nécessité de renouveler ce type de réunion.

PARIS, le 28 novembre 2016